



**C O N V E N T I O N**  
*De mise à disposition de locaux à l'Hôtel d'Entreprises*  
**SARL TECHNI-PRIM**

---

**N° D SG . N° 07/094**

ENTRE

La Ville de ROYAN représentée par son Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 15 Mai 2006, intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 16 Mai 2006 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

D'UNE PART,

ET

La SARL TECHNI-PRIM, SARL au capital 8.000 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARENNES sous le numéro B 383 839 594, représentée par son gérant, Monsieur Dany, Francis FREMINET, dûment habilité à l'effet des présentes,

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

**ARTICLE 1 :** La Ville de ROYAN loue à la SARL TECHNI-PRIM un local d'une superficie de 300 m<sup>2</sup> à l'Hôtel d'Entreprises sis 53, Rue Ampère à ROYAN et appartenant à la Ville de ROYAN, en vue d'y exercer son activité d'entretien, maintenance, rénovation de tous matériels graphiques destinés notamment à la sérigraphie, consultant pour l'industrie de la sérigraphie, dessin publicitaire et technique assisté par ordinateur.

**ARTICLE 2 :** Cette location est consentie pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> Février 2007 moyennant une redevance de :

4,72 € du m<sup>2</sup> par mois x 300 m<sup>2</sup> (charges comprises)

**Soit une redevance mensuelle de ..... 1.416,00 €**

Ladite redevance sera versée le premier de chaque mois auprès de Monsieur le Receveur Percepteur de ROYAN.

**ARTICLE 3 :** Le contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis fourni par lettre recommandée avec accusé de réception selon un délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** La SARL TECHNI-PRIM précise avoir pris connaissance du Règlement Intérieur de l'Hôtel d'Entreprises et y souscrit sans réserve.

**ARTICLE 5 :** La présente convention d'occupation ne pourra en aucun cas acquérir la nature de bail commercial ou professionnel. Du fait du caractère administratif de cette convention, la juridiction compétente pour connaître des éventuels litiges relatifs à son exécution et/ou à sa résiliation est le Tribunal Administratif de POITIERS.

Pour la SARL TECHNI-PRIM,  
Lu et Approuvé,  
D. FREMINET

Fait à ROYAN,  
Le 5 Avril 2007  
Le Maire,

H. LE GUEUT

Certifié exécutoire  
Compte tenu de l'accomplissement  
des formalités légales  
le 20 avril 2007